

Sahara occidental : polarisation progressive du monde sous la bannière du multilatéralisme

Par Bryan Croenne
MSIE 35
École de Guerre Économique

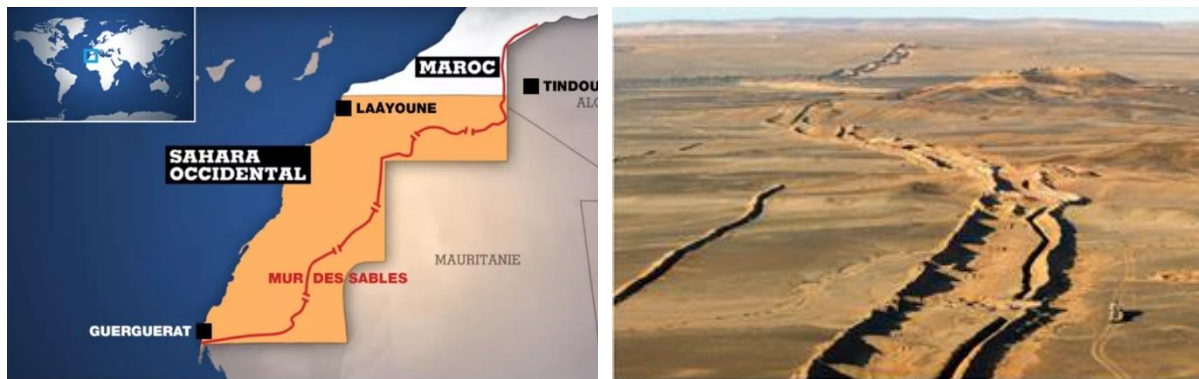


Ce conflit commença en 1975 lorsque l'Espagne affaiblie quitta le Sahara occidental. Néanmoins les prémices du conflit commencèrent quelques années avant. En 1963 le Sahara occidental, alors sous protectorat espagnol, est inscrit sur la liste des territoires non-autonomes à la demande du Maroc. Le royaume chérifien convaincu que les sahraouis vivant dans le désert souhaitent rejoindre le royaume, met la pression pour qu'un scrutin d'autodétermination soit appliqué, pensant que cela ne serait qu'une simple formalité. Cependant Le 10 mai 1973, les Sahraouis fondent le Front Polisario à Aïn Bentili, en Mauritanie, afin de contraindre l'Espagne par la force de renoncer à la colonisation mais aussi en opposition au rattachement avec le Maroc et la Mauritanie.

Une crise identitaire et territoriale post-colonial

En 1975 la Cour internationale de Justice de la Haye s'empare du dossier afin de déterminer l'avenir du territoire. Elle déclare qu'avant la colonisation la région était peuplée de tribus organisées avec des chefs pouvant les représenter. Elle ne voit donc aucun inconvénient à laisser les Sahraouis décider de leur avenir à travers un référendum d'auto-détermination. À la suite du verdict le Maroc enclencha la marche verte pour laquelle la logistique était déjà en place, 350 000 personnes se pressent à la frontière et marche dans le désert. Cette marche fut un succès, en plus de créer une unité nationale dont le pays fraîchement décolonisé à cruellement besoin elle permet au Maroc de récupérer une partie du Sahara occidental. La région est partagée avec la Mauritanie via l'accord de Madrid du 14 Novembre 1975 signé en dehors des cercles onusiens. Cela marqua le début des hostilités entre le Maroc et le front Polisario soutenus par l'Algérie et la Russie. Le 27 février 1976, le Polisario proclame la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Bir Lehlou, avec le soutien de l'Algérie et l'approbation d'une majorité des membres de l'OUA (aujourd'hui l'union africaine). En 1978 le Polisario profite de l'affaiblissement du gouvernement Mauritanien pour prendre sa partie du désert. Les attaques du Polisario étaient sous forme de raids, difficile à contrer pour les

marocains. Mais en 1980 le Maroc construit un mur de sable de 2700 km pour transformer la guerre de mouvement en guerre de position.



Mur de sable du Sahara occidental – Source : France 24 *Mur de sable du Sahara occidental - Source : L'Express*

Ce conflit armé va très vite se coupler avec le conflit informationnel, dès 1975 des ONG accusent le Maroc de torture et d'assassinat sur civils. Ce qui est récusé par le Maroc indiquant que les ONG n'étaient pas présentes sur le terrain et qu'elles sont connus pour avoir des liens avec le Polisario. La guerre informationnelle va prendre deux axes stratégiques, le Polisario accuse le Maroc de n'être qu'un colonisateur présent illégalement sur leur territoire, à l'instar des espagnols et des français. Le Maroc qui estime avoir un droit de préemption naturel sur le territoire ne reconnaît pas l'existence d'un peuple Sahraoui à identité nationale indépendante. Pour les marocains les sahraouis sont une multitude d'ethnies nomades qui n'ont jamais été organisés sous la forme d'un état ou d'un peuple uni par une identité nationale^[33].

Il est vrai que le peuple Sahraoui est composé d'une richesse ethnique notable de tribus et de sous-tribus. Il est composé de la grande tribu berbère Sanhadja, des arabes Ouled Delim d'origines maqilienne, et des Imraguens descendant des Bafours^[33]. Une complexité ethnique qui aurait amené un historien colonial espagnol à les décrire comme vivant dans une « anarchie complète ». Ne comprenant pas l'organisation complexe mais existante des tribus. Le royaume chérifien estime que la région lui revient de droit du fait qu'elle lui appartenait avant l'arrivée des colons. Un fait que le Maroc a tenté de prouver en 1975 devant la Cour de justice internationale en présentant des traités de 1767, 1856 et de 1861^[7]. Ces traités signés entre le Maroc et l'Espagne contiennent des dispositions au sujet de la délivrance et de la protection des marins sur la côte Atlantique du Maroc et du Sahara.

Le problème est que dans ces traités le sultan marocain Mohamed Ben Abdallah aurait reconnu par écrit ne pas avoir d'autorité sur le désert et ses habitants, se dédouanant de toutes attaques provenant des nomades^[7]. La version arabe nuance en indiquant qu'il les alertait au sujet de cette partie du royaume. Des populations nomades dont il est difficile de faire respecter la loi, du fait de leurs déplacements constant, sévissaient dans la région. Il ne voulait pas être tenu pour responsable de leurs méfaits. L'Espagne contesta le sens de certains mots importants du texte et indiqua que le sens Espagnol avait été confirmé lors d'échanges entre le Sultan et le roi Charles III.

Une légitimité anthropologique ou étatique des antagonistes

Comme le disent souvent les Marocains, l'histoire ne commence pas à la colonisation. Pour bien appréhender la situation complexe qu'est le Sahara occidental et sa relation avec le

Maroc, il faut reprendre les faits historiques. Les premières traces de populations dans la région remonte autour de -5000. La région alors en abondance de faune et de flore était peuplée par les Bafours, un peuple sédentaire ancêtre des Imraguens. À la désertification du Sahara, ils auraient effectué une migration climatique jusqu'en Mauritanie.

Puis les conquêtes romaines en Afrique du Nord ont perturbé la composition démographique du Sahara occidental. Les grandes tribus berbères Sanhadja et Zénètes émigrent dans le désert occidental. Les Berbères ne sont pas un peuple à proprement parlé. En réalité, le terme "Berbère" ferait référence à différents groupes ethniques hétérogènes qui ont de nombreuses pratiques similaires, en termes de culture, de politique et d'économie. Étymologiquement le mot Berbère vient lui du Grec « Barbaros » qui désignait les peuples qui ne parlaient pas la même langue. Les romains les appelaient « Barabares », mais ils préfèrent être appelés « Amazigh » qui signifie « homme-libre ». Leurs origines sont peu connues et sujets à beaucoup de débats.

À partir de 634, l'empire arabo musulman Omeyyades par en conquête. Malgré une forte résistance des tribus Berbères, en 711 ils détiennent toute l'Afrique du nord jusqu'au nord de l'Espagne. L'islamisation du Sahara occidental a commencé dès le 8^e siècle. Elle n'est pas directement liée à la conquête arabe, ce sont les Berbères eux-mêmes qui ont propagé l'islam vers le sud en commerçant de plus en plus régulièrement à travers le Sahara. À cette époque le Sahara occidental était déjà une importante route commerciale, l'or et les esclaves du Sénégal étaient indispensables aux États arabes. À sa fondation en 757, Sijilmasa au Maroc actuel reliait l'empire du Ghana par l'une des routes caravanières les plus importantes de la région. Au fil des siècles le commerce transsahariens devint une importante place dans le commerce Africain.

À la chute de l'empire Damasien Omeyyade en 750 et son remplacement par la dynastie Abbasside à Bagdad, l'ouest de l'empire échappe au pouvoir. Le prince arabe chiite Idris Ibn 'abd Allah al-Kamil fuit l'empire Abbassides dans le Moyen Atlas et crée la dynastie Idrisside, considérée comme le premier Etat marocain. Au Sahara occidental les oasis et centres marchands au nord du désert, dont la région Sijilmasa, sont contrôlés par les Berbères Zénètes. La tribu Sanhadja quant à elle contrôlait tout le reste du désert, de la côte Atlantique à la vallée du Draâ jusqu'au centre de la Mauritanie. En 1053, Yahya Ibn Omar et Abu Bakr Ibn Omar de la grande tribu Sanhadja fondent l'empire Berbère Almoravide. L'empire conquiert les territoires des autres tribus et des royaumes arabes du nord. Il s'étendit du centre de l'Espagne jusqu'à l'actuel Sénégal et l'ouest algérien. Puis en 1150 les Almoravides sont vaincus par la dynastie Almohade pour des différents religieux. Une dynastie berbère de la tribu Masmoudas originaire du Haut Atlas marocain. La chute des Almoravides contribue à désorganiser les routes caravanières à l'ouest du désert au profit de Tombouctou plus à l'est. Ce qui isola les Sanhadjas dans le désert pendant plus d'un siècle.

L'arabisation du désert suit l'arrivés au pouvoir au Maroc des Mérinides de Fès de la tribu berbère Zénètes. Le clan arabe Banu Maqtil branche des Benu Hassans, des bédouins venus du Yémen vers 1281, s'étaient alliés aux Mérinides pour vaincre les Almohades. Cependant l'hostilité des Mérinides à leurs égards les contraints à migrer au sud dans le désert. Ils vont ensuite entrer en conflit avec les Sanhadjas et prendre le contrôle du désert vers 1400. Le dialecte arabe des Banu Hassans, ou hassaniya, est toujours parlé par les Maures et les Sahraouis. Du côté Marocain les empires se succèdent entre les dynasties arabes et Berbères Zénètes jusqu'à l'avènement de la dynastie chérifienne Alaouite qui règne encore aujourd'hui. Au début du 18^e siècle, l'Alaouite Moulay Ismail mène plusieurs expéditions au Sahara occidental afin de reprendre le contrôle des routes caravanières du désert. Cette reprise

d'activité dans la région forme la base historique de la revendication du Maroc sur le Sahara occidental.

Au milieu du 19^e siècle, la présence européenne s'accroît en Afrique. L'Espagne déclenche la guerre d'Afrique en 1859 et signe le 26 avril 1860 le traité commercial de Wad-Ras à Tétouan, lui conférant le contrôle de la ville Ifni. Enfin en 1884 après avoir signé des traités avec les chefs de la tribu Sahraoui Oulad Sbaa^[4], l'Espagne proclame le protectorat de Río de Oro sur la côte allant du cap Bojador au cap Blanc. Le Sahara sera sous protectorat Espagnol de 1884 à 1975. Le Maroc sera lui sous protectorat Français de 1912 à 1956.

L'intrication de l'histoire Sahraouie et Marocaine forme la base principale de la guerre informationnelle qui fait rage depuis 45 ans.

Les différents axes stratégiques et vecteurs d'influences du conflit informationnel

Après le cessez-le-feu de 1991 les conflits ont changé de champs de bataille. Les conflits armés se sont transposés en conflits informationnels et juridiques. Les stratégies et vecteurs matériels d'influence sont nombreux et ont évolué au travers des époques, mais la colonne vertébrale de leurs stratégies reste la même. Le front Polisario accuse le Maroc d'être un colonisateur ou un envahisseur illégalement installé sur leur territoire qu'ils occupent depuis plus de 1000 ans. Pour le Maroc la nation Sahraouie ne peut et n'a jamais existé pour la bonne raison qu'il n'existe pas d'identité nationale Sahraouie. C'est qu'un groupe composé d'ethnies nomades qui se sont rassemblés contre le colon Espagnol. Ils n'auraient donc aucune légitimité de souveraineté sur la région contrairement au royaume chérifien qui en avait le contrôle avant la colonisation. Autour de ces principales accusations se sont greffés de nombreuses autres sur les échiquiers sociétal, commercial et politique.

Les ONG vecteurs d'influences subversives

Dans le conflit où s'affrontent le Maroc contre le front Polisario et l'Algérie, les ONG sont des armes très efficaces. Déjà en 1975 des ONG accusaient le Maroc d'utiliser du napalm contre des civils. Récusé par le Maroc indiquant que les ONG n'étaient pas présentes sur les lieux et qu'elles sont connues pour avoir des liens étroits avec le Polisario. Depuis de nombreuses ONG ont condamné le Maroc tout au long de ces 45 ans de conflits, allant d'Amnesty International à Human Rights Watch en passant par l'Organisation mondiale contre la torture ou le Conseil norvégien pour les réfugiés. Les accusations sont nombreuses, torture de prisonniers, violation des droits de l'homme, détention illégale de journalistes ou de manifestants. Ces accusations ont longtemps compliqué la vie du Maroc notamment lors de négociations ou d'accords. Aujourd'hui encore le royaume est sous le coup d'accusations comme l'UNFA^[4] qui l'accuse en novembre 2020 de violation des droits de l'homme. Le Polisario et l'Algérie sont passés maître dans l'utilisation des ONG pour leurs causes, deux ONG (WSC^[3] et WSRW^[2]) sont des lobbys officiels installés à Bruxelles pour défendre la cause Sahraouie au sein de l'UE^[8]. En 2014 le ministre de l'Intérieur marocain Mohamed Hassad accuse les ONG de percevoir des dons provenant de l'étranger afin de mener des actions répondant uniquement aux agendas de ces mêmes pays^[5].

L'antagonisme informationnel sur l'échiquier sociétal

Le front Polisario et l'Algérie ont très vite compris que la victoire ne pourrait être milliaire. Les ONG ne sont pas les seuls vecteurs d'influences utilisés, ils ont créé des journaux pro Polisario comme « Futuro Sahara » ou « Sahara Press Service », une chaîne de télé « RASD-

TV » ainsi qu'une station radio « Nacional de la Republica Árabe Saharaui Democrática » qui diffuse à l'international sur onde courte et longue et sur internet depuis 2006.

En outre de nombreux soulèvements internes sont organisés par des jeunes Sahraouis vivant au Maroc^[55]. Ces soulèvements, appelés Intifada, sont souvent violemment réprimés ce qui attire l'œil des médias internationaux et ONG. À l'ère du numérique et des réseaux sociaux le Polisario a fait évoluer ses armes, de nombreuses pages, sites internet et vidéos diffusent leurs messages. Le contenu de cette guerre informationnelle suit le même registre depuis 1975 : colonisateur et non-respect des droits de l'Homme. Toutes ces attaques ont des conséquences juridiques et commerciales non négligeables pour le Maroc, plaintes internationales, pertes d'accords commerciaux et fuites d'entreprises.

En 2014, un hacker nommé « Chris Coleman24 » a diffusé sur son compte Twitter des accusations de corruption concernant l'ambassadeur du Maroc et l'ancien chef du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme^[56]. Les documents publiés montreraient des « connivences » entre l'ambassadeur et l'entourage de l'ancien haut-commissaire et la mise en place de deux alliés (Anders Kompass et Bacre Waly Ndiaye) au sein du conseil des droits de l'Homme. Le tout afin d'influencer les décisions du conseil pour leur cause. Lesdits documents indiqueraient aussi la création d'une société écran en France servant d'usine à fake news. Cependant une enquête par le journaliste Jean-Marc Manach pose des doutes sur la véracité de certains documents^[57].

La nouvelle approche du Maroc

Cette nouvelle stratégie d'influence – manipulation et corruption orchestré par le Maroc - suit le réveil du Maroc sur le champ de bataille informationnel. En effet le Maroc s'est rendu compte qu'en perdant sur le terrain informationnel, il risquait de perdre le Sahara. De nombreuses entités comme l'ONU, des ONG, le conseil des droits de l'Homme ou l'Union Africaine ont recommandé au Maroc de quitter le Sahara occidental. Le roi Mohammed VI a donc mis en place un nouveau plan qui passe par trois axes stratégiques : la contrattaque, une bonne volonté affichée en faisant des compromis et la légitimation de sa présence dans la région via une politique de développement économique et sociale.

En 2007, le Maroc a déclaré qu'il souhaitait laisser une totale autonomie aux Sahraouis s'ils acceptaient la souveraineté du royaume dans la région. Un plan d'autonomie considéré par le conseil de sécurité comme une base « sérieuse et crédible ». Le front Polisario refusa.

Puis des ONG commencèrent à s'attaquer au Polisario. En 2019 l'ONG péruvienne pro-Polisario COPESA appelle le Polisario à accepter le plan d'autonomie proposé par le Maroc, puis conclu à la non-viabilité du référendum pour l'indépendance^[57]. Elle déclare que le plan du Maroc est raisonnable et appelle le Polisario à faire des compromis. Ensuite de nombreuses vidéos sur les plateformes numériques accusent le Polisario de torture de prisonniers, de non-respect aux droits de l'Homme, de polygamie, de mariages forcés de mineurs et d'agressions sexuelles répétés dans le camp de Tindouf^[46]. Ils vont jusqu'à attaquer les ONG Suédoises et Norvégiennes en les accusant de fermer les yeux et de financer le Polisario via des aides humanitaires^[46]. Des plaintes ont été déposées au tribunal de Madrid à l'encontre du chef du Polisario pour viol, génocide et torture, créant une distance entre l'Algérie et la direction du Polisario. À l'été 2020 pas moins de 925 ONG se sont unis pour adresser une lettre à Michelle Bachelet, haut-commissaire des Nations-Unies aux droits de l'Homme, sur la situation critique des réfugiés Saharaouis à Tindouf. Le Maroc a qui plus est alerté l'influence grandissante de groupes extrémistes provenant du désert sur les jeunes sahraouies du camp de Tindouf, justifiant de nouveaux investissements militaires. De plus l'Algérie accuse le Maroc d'avoir

utilisé son cabinet de lobby pour rémunérer un article orienté dans le Wall Street Journal au sujet du Sahara occidental.

Cependant de nouvelles accusations sont formulées pour stigmatiser le Maroc : traître à la cause Palestinienne, traître aux musulmans ou encore collaboration avec les sionistes. Ces accusations résultent de la normalisation des relations entre le Maroc et Israël suivie par la reconnaissance du Sahara Marocain par Donald Trump. Ces messages font le tour des réseaux sociaux, des journaux Polisario, algériens, tunisiens et iraniens. Plus de 10 000 Marocains, dont des associations et l'ambassadeur palestinien, ont marché à Rabat contre « l'accord du siècle » sous des slogans tels que : « Accord de la honte », « La Palestine n'est pas à vendre », « Honte aux traîtres ». La ferveur était telle que le roi Mohammed VI dut déclarer à de multiples reprises « son engagement permanent pour la défense des droits légitimes du peuple palestinien » et qu'il s'est entretenu avec Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne, pour assurer son soutien.

L'échiquier commercial : outil de légitimation

À cause des accusations à l'encontre du Maroc, de nombreuses entreprises quittèrent le royaume car cela représentait un risque pour leur image. Sur les 15 entreprises qui importaient du phosphate sahraoui en 2012, il en restait neuf en 2016 et quatre en 2018^[68]. De plus, des pressions étatiques et d'organismes internationaux compliquaient les affaires des entreprises. En 2013, la compagnie canadienne PotashCorp et la compagnie australienne Incitec Pivot ont été chassés des fonds de pension du gouvernement suédois en raison d'importations du Sahara Occidental occupé^[69].

Cependant en 2015, à l'occasion des 40 ans de la marche verte, le roi lança le plan de développement des provinces du sud. Un investissement de 81 milliards de dirhams est effectué pour cette politique de grand chantier qui doit se terminer en 2021. Le chantier est colossal, six stations balnéaires, cinq grands barrages, un CHU, une faculté de médecine à Laâyoune, une autoroute traversant le désert et le grand port de Dakhla. Le port devrait assurer des dessertes maritimes vers Casablanca, Tanger et Las Palmas (Grande Canarie), mais aussi Dakar et les ports du golfe de Guinée. L'objectif est d'administrer la région via des infrastructures, des moyens de communication, des lois et des évènements. Le Maroc a choisi d'accueillir à Laayoune la CAN 2020 de futsal (du football en salle), organise des concours de Kitesurf ou de mode Africaine dans la région saharienne. Ces investissements sont dans la continuité de la stratégie d'influence marocaine. Comme l'exprime une élue local français : "Les investissements, ça légitime"^[70], la finalité de cet investissement est de légitimer la présence du Maroc dans la région.

Cependant le Polisario n'est pas en reste. Le 10 janvier 2018, à la suite d'une plainte du Polisario, la Cour de justice de l'union européenne (CJUE) annule les accords de pêche et agricole et entre l'UE et le Maroc. La raison était le non-respect du principe selon lequel le Sahara est une zone distincte du territoire marocain et que tout accord avec le Maroc doit mentionner cette distinction. Étant donné que les produits proviennent en majorité du Sahara, l'accord n'est pas applicable et la revente est illégale. Selon la justice européenne, l'inclusion du territoire dans le champ d'application de l'accord de pêche « enfreindrait plusieurs règles du droit international, notamment le principe d'autodétermination »^[68]. Cette annulation est un coup dur pour le Maroc dont l'Europe est l'un de ses principaux acteurs commerciaux, sans compter que les ¾ de la pêche marocaine proviennent des eaux sahariennes. La réponse du Maroc fut limpide, il décida de geler toute coopération avec Bruxelles en attendant la suspension de l'arrêt de la Cour, menaça de se tourner vers de

nouveaux partenaires tel que la Russie et brandit la menace migratoire. Il exprima la possibilité d'une augmentation des flux migratoires. Le dossier migratoire est sensible pour l'Europe, l'Espagne était en 2017 la première porte d'entrée européenne. Finalement le Maroc gagna, le 16 janvier et le 12 février 2019 le parlement valide les accords de pêche et agricoles sous certaines conditions :

- Que ça profite à la population locale, ce que prouve la politique du grand chantier au Sahara occidental.
- Avoir la mention explicite du Sahara occidental.
- Obtenir le consentement de la population local. Une commission de consultation a été envoyée pour acquérir les avis favorables des Sahraouis.

C'est une grande victoire pour le Maroc, autant sur le champs diplomatique et commercial qu'informationnelle. Obtenir le consentement officiel du peuple Sahraoui légitime d'autant plus sa présence. Le ministère marocain des Affaires étrangères a déclaré que « cette approbation confirme que le Maroc est la seule habilité légalement, dans le cadre de l'exercice de sa souveraineté, à négocier et signer des accords qui incluent le Sahara marocain »^[70].

Jeux d'influences sur l'échiquier politique

Cette débâcle judiciaire n'est que la partie émergée de l'iceberg, en coulisse le lobbying bat son plein. Que ça soit à Bruxelles, aux Etats-Unis ou au sein de l'Union Africaine, l'Algérie et le Maroc dépensent de conséquentes sommes d'argent pour influencer les décisions de l'UE, l'ONU et l'UA.

À Bruxelles, de nombreuse ONG comme WSC, WSRW ou des ONG nordiques tentent de rallier les décisions du parlement européen à la cause Sahraouie. De son côté le Maroc dépense d'importantes sommes d'argent dans des cabinets de lobbying. En 2016, le Maroc a payé Hill+Knowlton entre 200.000 et 300.000 € en frais de lobbying. En octobre 2020, Alger accuse les lobbys marocains et israéliens de lancer une campagne commune contre l'Algérie^[84]. Cette déclaration résulte de propositions faites à la commission européenne de sanctionner l'Algérie. La raison évoquée était l'arrestation arbitraire de journalistes.

L'Union Africaine (UA) a historiquement toujours été du côté algérien et des Sahraouis, elle a toujours défendu le référendum sur l'autodétermination. En 1982, poussé par l'Algérie l'UA accepta d'intégrer le RASD, ce qui provoqua le départ du Maroc. Un message fort qui légitime le RASD en tant qu'état officiel. Cependant le Maroc qui a fait son retour au sein de l'UA en 2017 a grandi en influence. Le 29 janvier 2017, juste après la réintégration du Maroc, le Roi Mohammed VI offre un dîner aux chefs d'État et de gouvernement de 43 pays ainsi qu'au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres^[83]. Sachant qu'il aura des difficultés à rallier les pays africains à sa cause, il incite les membres de l'UA à ne pas prendre position dans cette affaire afin de ne pas interférer dans les actions de l'ONU. Aujourd'hui sept pays africains ont ouvert des bureaux consulaires à Dakhla et Laâyoune (Sahara Occidental).

De l'autre côté de l'Atlantique, les jeux d'influences sont tout aussi intenses. En mai 2020, l'Algérie a renouvelé son contrat de lobbying pour 30 000 euros par mois auprès du lobbyiste américain David Keene. Alger aurait dépensé 2,3 millions de dollars entre 2014 et mars 2020 pour s'assurer les services de cabinets de lobbying américains^[24]. Le Maroc est représenté par JPC Strategies, Third Circle et Neale Creek qui sont payés en moyenne plus d'un million de dollars par an^[22]. Tous ces lobbys ne travaillent pas que sur le dossier Sahara occidental. Mais nous pouvons nous faire une idée des sommes et des efforts employés pour influencer les

organismes et gouvernements à leurs causes, sachant le niveau de sensibilité qu'est le Sahara occidental pour le Maroc et l'Algérie.

Les enjeux stratégiques et économiques

Il en convient donc de se demander la raison qui pousse ces deux pays à manifester autant d'effort pour cette contrée désertique. Contrairement aux apparences la région n'est pas dénuée de vie. Avec ses 1110 km de côtes bordant l'océan Atlantique, le territoire du Sahara occidental possède une richesse halieutique considérable. Elle concentre les $\frac{3}{4}$ de la pêche marocaine ainsi qu'une grosse partie de la pêche européenne. De nombreux bateaux anglais, espagnols et français viennent pêcher au large des côtes sahariennes à la suite de l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE. Initialement cette richesse maritime était la principale raison de la présence espagnole au Sahara occidental.

Mais le désert à beaucoup à offrir, il détient une abondante richesse souterraine stratégique. Des énergies comme du pétrole ou du gaz de schiste mais surtout des minéraux comme de l'or, du fer, du titane, du manganèse, de l'argent, du sel, du cuivre et des terres rares. Les terres rares sont des matériaux devenus hautement stratégiques dus à leurs utilisations dans pratiquement toutes les technologies utilisées. Cela va de l'ordinateur à la voiture en passant par le téléphone et l'avion. Les pays développés en sont complétement dépendants, les États-Unis qui sont très consommateurs cherchent à s'extirper de leurs dépendances à la Chine 1^{er} producteur mondial.

Pourtant le désert possède des ressources bien plus stratégiques, de l'uranium et du phosphate en très grande quantité. Selon l'AIEA, les ressources d'uranium en sous-produit des seuls gisements de phosphates, avoisineraient les 6 millions de tonnes^[40], soit deux fois plus que les ressources mondiales connues des gisements d'uranium. En 2007 AREVA et l'OCP (Office Chérifien des Phosphates) ont signé un accord de coopération dans le développement et la recherche sur l'extraction de l'uranium contenu dans l'acide phosphorique. Le phosphate en lui-même constitue 38% de la réserve mondiale d'après l'USGS^[41]. Il est utilisé pour la création d'engrais azotés qui permettent d'avoir nos performances agricoles actuelles. Le phosphore est indispensable pour que les plantes puissent entrer en photosynthèse, sans l'engrais azoté les sols en carence de phosphore ne pourraient pas nourrir tout le monde. Le prix du phosphate est en hausse annuelle de 5% dû à la demande croissante^[38]. Le Maroc en est le 2^e exportateur mondial derrière la Chine et représente 28% des importations européennes.

Routes transsahariennes, des frères rivaux aux intérêts similaires

En outre, la force du Sahara occidental reste sa position géographique. Route caravanière historique le désert représente la connexion entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, une région avec un marché à fort potentiel. Le Maroc ne s'en cache pas. Dans sa politique du grand chantier initiée en 2015, une part importante des investissements est dédiée à la construction d'une autoroute traversant le Sahara occidental. L'objectif pour le royaume est de devenir un « hub » reliant l'Europe à l'Afrique subsaharienne. Pour l'Algérie, c'est la côte Atlantique qui l'intéresse. Le port d'Alger est loin du sud de l'Algérie et il est difficile de transporter le fer, l'or, ou le gaz sur plus de 1600 kilomètres. Il serait plus simple pour l'Algérie de « percer » à l'Ouest, s'appuyant sur un micro-Etat qu'elle ferait subsister^[40]. Ce projet n'est pas nouveau, puisque qu'avant les décolonisations la France proposa à l'Espagne la création d'un port à Tarfaya, afin de pouvoir évacuer les minerais issus d'une des plus grandes mines de fer à ciel ouvert du monde dans le Sud-ouest algérien.

Des accords gagnants-gagnants pierre angulaire du multilatéralisme

Le Maroc et l'Israël ont toujours eu une forte relation culturelle, 700 000 juifs d'origines marocaines vivent en Israël et le Maroc possède une grande communauté juive sur son territoire. Mais cette normalisation officialise et entérine leurs coopérations. À la suite de celle-ci les délégations israéliennes et américaines ont signé six accords de coopérations avec le Maroc. Il s'agit principalement d'investissements dans le développement des ressources hydrauliques, d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'aviation civile et de la promotion des relations économiques. Une aubaine pour Israël qui aura accès aux ressources sahariennes mais aussi pour le Maroc pour qui s'ouvrira de nouveaux marchés. Le Maroc est le quatrième pays à normaliser ses relations avec Israël après le Soudan, le Bahreïn et les Émirats arabes unis qui ont signé en septembre 2020 les accords Abraham.

Les accords « Abraham » sont des accords de paix spécifiques et bilatéraux. Ces accords suivis de déclarations triparties signées avec les Etats-Unis d'Amérique créent une rupture géopolitique d'importance au Moyen-Orient. Les termes de l'accord prévoient une coopération diplomatique, économique et défensive.

Pour Israël les accords Abraham permettent de sortir de son isolement diplomatique et économique au Moyen-Orient. À la suite de cet accord les Émirat Arabe Unis ont abrogés la loi boycott Israël établie en 1972 qui punissait toute transaction commerciale avec des personnes ou des sociétés israéliennes. Cela ouvre un énorme marché d'exportation pour Israël. De plus, des accords bilatéraux dans les domaines de la finance, l'agriculture, le commerce et l'innovation devraient apparaître. Sans compter qu'avec la normalisation de ses relations avec le Maroc, Israël a quatre « alliés » de forte influence au sein de la ligue arabe.

Une alliance contre le lion perse

Pour les pays de la Ligue arabe les accords permettent d'accéder à une technologie militaire avancée provenant des Etats-Unis et d'Israël. Les Émirats arabes unis devraient avoir accès à des avions de chasse F-35 et Israël va aider le Maroc à se construire une industrie d'armement. Mais c'est aussi et surtout l'assurance de leurs coopérations avec les Etats-Unis contre l'Iran^[99]. Car en réalité la colonne vertébrale de ces accords est l'alliance anti-Iran, via la coopération dans le domaine de la défense. Les États sunnites du Golfe persique ont ces dernières années accru leur antagonisme avec les dirigeants chiites d'Iran. Trump a vu dans cette tendance une occasion parfaite pour tenter de les amener à s'allier à Israël contre Téhéran. Car pour les Etats-Unis d'Amérique, l'accord permet de réunir ses plus importants alliés locaux et de renforcer officiellement l'axe régional anti-iranien. Cela pourrait accélérer une possible « sous-traitance » de la question iranienne à ses alliés les plus efficaces. Permettant alors à Washington de se retirer militairement du Moyen-Orient tout en gardant une influence à faible coût dans la région. La dossier Iranien est d'autant plus sensible que Téhéran est en négociation avec la Chine et la Russie au sujet d'une coopération militaire et économique sur 25 ans qui risque de déstabiliser l'équilibre des forces au Moyen-Orient^[99].

Les relations entre le Maroc et l'Iran se sont tendues. En 2018 Rabat rompt ses relations avec l'Iran l'accusant d'avoir facilité une livraison d'armes au Polisario par l'intermédiaire du mouvement chiite libanais Hezbollah avec la complicité de l'Algérie. Ce que les intéressés récuse indiquant que ces accusations n'ont eu pour intérêts que de se rapprocher des pays sunnites du Golfe. En effet, certains observateurs indiquent que cette crise diplomatique a permis au royaume de renforcer ses liens avec ses parrains du Golfe et d'aller dans le sens du conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, John Bolton^[99]. Pour le royaume l'intérêt résidait dans l'exportation du conflit du Sahara occidental au Golfe sous couvert de la lutte

contre « l'influence iranienne », en le transformant pour l'occasion en extension du dossier iranien.

L'intrusion de la Chine

En réalité cela faisait longtemps qu'Israël, qui négociait avec le Maroc, faisait pression sur les Etats-Unis pour qu'ils reconnaissent le Sahara marocain. En 2018, le Premier ministre Benjamin Netanyahu aurait tenté de faire avancer cet accord triparti plusieurs fois mais sans succès^[100], le refus de reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara était systématique. Cependant entre-temps un nouvel acteur est entré dans les négociations. La Chine devint rapidement un partenaire commercial majeur pour Israël. En 2017 Israël exportait pour 4 milliards de dollars en Chine et en importait pour 6 milliards. Cependant depuis 2018, l'administration Trump a déclenché une guerre économique contre la Chine et voit d'un mauvais œil le rapprochement d'un de ses plus importants alliés avec l'empire du Milieu. En juillet 2018, 90 hectares du Port de Haïfa furent transférés à la compagnie du groupe portuaire de Shanghai International (SIPG) qui doit l'exploiter pendant une durée de 25 ans. Une aubaine pour la Chine et son projet des nouvelles routes de la soie qui passera par le canal de Suez. Mais ce qui attisa la colère de LA Maison Blanche est sa proximité avec une base naval israélienne où les navires militaires américains amarrent pour se ravitailler. Posant des problèmes de nature stratégique et de sécurité des renseignements. Depuis, les Etats-Unis mettent la pression sur Israël pour qu'ils régulent les investissements étrangers.

En août 2020, lors d'une visite en Israël, le secrétaire d'État Mike Pompeo a rappelé clairement sa défiance à l'égard des initiatives de Pékin. Il expliqua « vouloir être sûr que chaque pays ait les yeux ouverts sur la menace chinoise. Si certains systèmes fonctionnent à certains endroits, les efforts des États-Unis pour travailler à vos côtés seront plus difficiles et, dans certains cas, impossibles. »^[99]. À la suite de sa visite, Israël signa un accord d'exclusion de la Chine dans les infrastructures 5G. Puis en octobre 2020, Israël déclare mettre en place un système de vérification et de régulation des investissements étranger. Par la suite en novembre 2020, Mike Pompeo retourne en Israël dans un tour officiel qui fera couler l'encre. Il va se rendre dans une colonie israélienne en Cisjordanie occupée et sur le plateau du Golan pris aux Syriens en 1967 et dont l'état de fait reconnu par Trump en 2019. Un signal fort qui présageait l'acceptation de la requête israélienne sur le Sahara occidental par les Etats-Unis. Le 10 décembre, Donald Trump annonce qu'il reconnaît officiellement la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

Un conflit hégémonique tout azimuth

Israël n'est pas le seul pays où la Chine et les Etats-Unis se dispute leur hégémonie. Au Maroc l'empire du Milieu a pleinement accentué sa présence. Historiquement plus proche de l'Algérie, son instabilité réduit son intérêt au profit du royaume chérifien. Car initialement le parti communiste chinois avait deux plans :

- Accoster sur le port d'Alger pour atteindre la route transsaharienne de l'est via Tamanrasset et terminer à Lagos au Niger. Mais le passage transsaharien de l'est est peu sécurisé, il présente donc un intérêt limité.
- Ou amarrer à Tanger, permettant d'envoyer la marchandise soit en Europe via l'Espagne soit en Afrique subsaharienne par le Sahara occidental.

La Chine est déjà très présente au Maroc, il est l'un des rares pays dans la région à disposer de trois instituts Confucius. De plus l'entreprise chinoise CHEC qui a créé une filiale à

Casablanca s'intéresse au port de Tanger. Impensable pour les Etats-Unis pour qui le Maroc, allié historique au Maghreb, le considère comme sa porte d'entrée en Afrique. Grâce aux accords, aux coopérations et de la reconnaissance du Sahara marocain, les Etats-Unis tentent de garder leur influence sur le royaume. Le 10 janvier 2021 ils ouvrent un consulat à Dakhla, au Sahara occidental, là où le Maroc construit son port stratégique.

Cet antagonisme qui dure depuis 45 ans s'est de nouveau retrouvé au milieu d'un conflit hégémonique à grande échelle. Sous couvert d'un multilatéralisme affiché le front Polisario semble être le dommage collatéral d'une polarisation grandissante du monde. D'un côté les pays du golfe, l'Europe et le Maroc sous les ailes de l'aigle américain contre une coopération d'un aspect chimérique du lion et du dragon sino-iranien sous le regard attentif de l'ours nordique et de son allié algérien. Malgré une campagne subversif efficace de la part du Polisario et de l'Algérie la stratégie marocaine semble porter ses fruits. Les organismes internationaux, les ONG et de nombreux gouvernements se rangent du côté marocain et de son plan d'autonomie. Même si Alger exprime le manque de valeur juridique de la décision de Donald Trump, le nouveau président Joe Biden a exprimé son enthousiasme au sujet de la normalisation des relations entre Israël et le Maroc^[109]. De plus, en signant le décret « Buy American Act » il montre une volonté claire de continuer la politique protectionniste initiée par l'administration Trump.

Notes

1. République arabe sahraouie démocratique (RASD)
 2. Western Sahara Campaign UK (WSC)
 3. Western Sahara Resource Watch (WSRW)
 4. Union nationale des femmes algériennes (UNFA)
- Une légitimité anthropologique ou étatique des antagonistes :**
5. marefa.org - [الصحراء الغربية - المعرفة](#)
(Sahara occidentale)
 6. openedition.org - [World of Walls - 5. The Wall of Western Sahara](#)
 7. Cour internationale de justice - [COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE - SAHARA OCCIDENTAL - 1975](#)
 8. Les Yeux du Monde - [Almoravides et Almohades, la domination berbère](#)
 9. Zamane - [28 mai 1767 : Traité de bienveillance entre l'Espagne et le Maroc](#)
 10. Sahara Question - [La souveraineté du MAROC au SUD par les Traités \(1787-1895\)](#)
 11. Tratados - [Centro de Estudos do Sahara Occidental da USC - USC](#)
(Centre d'études du Sahara occidental)
 12. Histoire pour tous - [Conquêtes musulmanes et expansion de l'islam au Moyen Age](#)
 13. Persee - [Considérations sur l'ethnique maure et sur une race ancienne : les Bafours](#)
 14. Le magazine Tribaliste - [Culture berbère et langue berbère, histoire d'un peuple libre](#)
 15. Berberes.com - [Document L'histoire des Berbères](#)
 16. Persée - [L'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 au sujet du Maroc et du Congo](#)
 17. Lhistoire.fr - [L'Empire abbasside et ses rivaux](#)
 18. Histoire-du-monde.fr - [L'Empire islamique - Moyen-Orient, Moyen-âge](#)
 19. Telquel.ma - [L'histoire des Alaouites : Un long fleuve pas si tranquille](#)
 20. Persée - [La frontière saharienne du Maroc](#)
 21. Archives-ouvertes.fr - [Le Maghreb XIe-XVe siècle](#)
 22. Le petit journal - [Le Sahara occidental : une décolonisation ratée par l'Espagne](#)
 23. Les clés du Moyen-Orient - [Les Almohades](#)
 24. Les clés du Moyen-Orient - [Les Almoravides, l'Andalûs et l'Afrique musulmane \(1042-1147\)](#)
 25. Les clés du Moyen-Orient - [Les Omeyyades, histoire du califat omeyyade de Damas](#)
 26. Canalblog.com - [Les Banu Ma'qil ou les racines arabo-yéménites des Algériens](#)

27. Holiday Maroc - [Les berbères du Maroc - Amazighss](#)
28. Pluton Magazine - [LES BERBERES ET LA MARCHÉ VERTE](#)
29. Archives-ouvertes - [Les origines de la ``question `` du Sahara Occidental ``](#)
30. Walking With Nomads - [North African Nomads - Explained](#)
31. Qantara - [Les Idrissides \(789- 926\)](#)
32. Qantara - [Les Sharifs du Maroc \(1511 - à aujourd'hui\)](#)
33. Ulaval.ca - [Sahara occidental - Composition ethnique des Sahraouis](#)
34. fiu.edu - [The Western Sahara and the Search for the Roots of Sahrawi National Id](#)
35. Mapnr - [عشر السداس القرن اواخر حتى الثاني القرن من الغربية الصحراء تاريخ](#)
(*Histoire du Sahara occidental du IIe siècle à la fin du XVIe siècle*)
36. Sumoudsh - [محطات من تاريخ الصحراء الغربية. - صمود.نت](#)
(*Stations de l'histoire du Sahara occidental*)

Les enjeux stratégiques et économiques :

37. La télé agricole - [Fertilisation agricole : le phosphate et le phosphore, des engrais naturels ?](#)
 38. Usine nouvelle - [L'Europe accro aux phosphates marocains](#)
 39. CNRS - [Les ressources naturelles au Sahara occidental](#)
 40. AREVA - [AREVA signe avec l'OCP un accord de coopération dans le secteur minier](#)
-
41. Usgs.gov - [Phosphate Rock Data Sheet - Mineral Commodity Summaries 2020](#)
 42. Sahara-développement - [Les ports marocains](#)

L'antagonisme informationnel sur l'échiquier sociétal :

43. Banassa - [انتقادات للنهج واتهامه بالخيانة بعد إدانته لتدخل الجيش لطرد عصابة البوليساريو](#)
(*Critique de l'approche et accusation de trahison après sa condamnation pour l'intervention de l'armée pour expulser le gang Polisario*)
44. Maroc Hebdo [925 ONG Sahraouies au haut-commissaire des nations-unies aux droits de l'homme](#)
45. Polisario-confidentiel - [Actualités – Polisario Confidentiel](#) – Outil d'influence
46. YouTube – Vidéo anti-Polisario - [Hypocrisie et Monsonges des ONG pro-polisario](#)
47. The Times of Israël - [Mohammed VI appelle Abbas pour l'assurer de son soutien](#)
48. APS - [L'UNFA condamne les violations des droits de l'homme commises par le Maroc au Sahara occidental](#)
49. Bladi - [Le Maroc a trahi « l'islam et la Palestine » selon l'Iran](#)
50. Middle East Eye - [Le pragmatisme mal assumé du Maroc sur la question palestinienne](#)
51. Africa news - [Maroc : Manifestations contre tout rapprochement avec Israël](#)
52. Fidh - [Un ministre accuse les ONG de répondre à un agenda étranger](#)
53. L'Orient-le Jour - [Mohammed VI réitère son soutien aux Palestiniens](#)
54. L'Orient-le Jour - [Normalisation Maroc-Israël : Alger et Tunis pris de court](#)
55. Open Edition - [Mémoires d'une résistance, l'autre histoire du Sahara occidental](#) - Intifada
56. Yabiladi - [Sahara occidental : Le chef d'une ONG de solidarité avec le Polisario revoit ses positions](#)
57. Le 360 - [Exclusif. Sahara. La cinglante gifle péruvienne à la « rasd »](#)
58. NewsDZ - [Serait-ce la fin pour le chef du Polisario Brahim Ghali?](#)
59. France24 - [Un Wikileaks version marocaine sème le trouble... et le doute](#)

L'échiquier commercial outil de légitimation :

60. Jeune Afrique - [Accord agricole Maroc – UE annulé : le Conseil de l'Union européenne fait appel](#)
61. Jeune Afrique - [Accord de pêche Maroc-UE : la Cour de justice européenne se prononcera le 27 février](#)
62. Département de l'agriculture - [Accord d'association Maroc – Union européenne](#)
63. Jeune Afrique - [L'accord agricole entre le Maroc et l'Union européenne validé par le Parlement européen](#)
64. Jeune Afrique - [Le Maroc met en garde l'Union européenne au sujet de l'accord agricole](#)
65. Le Point - [Le Maroc accélère le développement du Sahara occidental disputé](#)
66. Le monde - [Le Parlement européen inclut le Sahara occidental dans son accord commercial avec le Maroc](#)
67. Ouest-France - [Pêche. L'accord UE-Maroc pas applicable au Sahara occidental](#)

- 68. Europa - [Cour de justice de l'Union européenne – Communiqué de presse - Accord de pêche](#)
- 69. Wsrw - [En liste noire des fonds de pension suédois](#)
- 70. Middle-east-online - [الاتحاد الأوروبي يعيد الصحراء لاتفاق الصيد البحري مع المغرب](#)
(L'Union européenne ramène le Sahara à l'accord de pêche avec le Maroc)
- 71. Bladi - [Ces grands chantiers qui vont transformer le Maroc cette année](#)
- 72. Francetvinfo - [Le Maroc accélère l'intégration économique du Sahara occidental](#)
- 73. Capital.fr - [Le Maroc accélère le développement du Sahara occidental disputé](#)

Jeux d'influences sur l'échiquier politique :

- 74. Jeune Afrique - [Algérie : des millions dans le business du lobbying à Washington](#)
- 75. Jeune Afrique - [Sahara : la contre-offensive des lobbies algériens à Washington](#)
- 76. Algérie patriotique - [«Les lobbies pro-marocains ont échoué à Bruxelles»](#)
- 77. Maghreb online - [Sahara Occidental : Le Maroc a déboursé des millions en lobbying à Washington](#)
- 78. Yabiladi - [Le lobby algérien aux Etats-Unis a-t-il oublié de défendre le Polisario ?](#)
- 79. Sps Rasd - [Sénateur Inhofe: Le Maroc a payé des Lobbies à Washington pour contrer le Polisario](#)
- 80. Tlaxcala -int - [Révélation sur le lobbying marocain à l'UE sur le Sahara Occidental](#)
- 81. Europa.eu - [Transparency Register - Search the register](#)
- 82. Mondafric - [Un fort lobbying à Bruxelles contre le régime algérien](#)
- 83. Medias24 - [Union africaine: Voici la liste des pays qui se sont opposés au retour du Maroc](#)
- 84. Algargarat Media - [وكالة الأنباء الجزائرية: المغرب يتوجه صوب إسرائيل لإطلاق حملاته الدنينة ضد الجزائر](#)
(Le Maroc se dirige vers Israël pour lancer ses campagnes méprisables contre l'Algérie)

L'ombre chinoise :

- 85. Alerte-kashrute - [Le Port de Haifa a été donné en gestion à la Chine](#)
- 86. The Times of Israel - [Breaking China: A rupture looms between Israel and the United States](#)
- 87. Courrier international - [Visite "provocatrice" de Mike Pompeo dans une colonie israélienne et sur le Golan](#)
- 88. BBC News - [Five reasons why Israel's peace deals with the UAE and Bahrain matter](#)
- 89. Youtube - [LA SOURCE - Chine-Iran : l'accord qui change la donne au Moyen-Orient ?](#)
- 90. Challenge - [Infrastructures : Le chinois CHEC s'installe à Casablanca](#)
- 91. Infomédiaire - [Instituts Confucius : L'exception marocaine - Infomédiaire](#)
- 92. News 24- [Israël et les États-Unis concluent un accord pour exclure la Chine des réseaux 5G](#)
- 93. Middle East Eye - [Israel to set up investment watchdog after US raises concerns over China](#)
- 94. Les Echos - [Moyen-Orient : Mike Pompeo légitime les colonies israéliennes](#)
- 95. Middle East Eye - [Pompeo's visit to Israel comes with anti-China message](#)
- 96. Axios - [U.S. presses Israel to cool ties with China over support for Iran](#)

Une alliance contre le lion perse :

- 97. Courrierinternational - [Les dessous du gel des relations entre le Maroc et l'Iran](#)
- 98. Middle East Eye - [Maroc-Iran-pays du Golfe : comment exporter un conflit](#)
- 99. Le monde - [Pourquoi le Maroc a rompu ses relations avec l'Iran](#)

Des accords gagnants-gagnants pierre angulaire du multilatéralisme :

- 100. Middle East Eye - [Comment Netanyahu a poussé Trump à reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental](#)
- 101. Medias24 - [Inauguration du consulat américain à Dakhla ce dimanche 10 janvier](#)
- 102. Africanews - [Israël-Maroc : signature des premiers accords](#)
- 103. AA.com - [Maroc/Israël : signature de 4 accords dans les secteurs économique, commercial et touristique](#)
- 104. Mondafric - [La Mauritanie, enjeu stratégique entre le Maroc et l'Algérie](#)
- 105. FMES-France - [Les accords Abraham, véritable rupture géopolitique au Moyen-Orient ?](#)
- 106. Atalayar - [Les clés de l'accord qui va changer le Moyen-Orient](#)
- 107. Atalayar - [Les Emirats mettent fin au boycott d'Israël](#)
- 108. IsraelValley - [Révélation. Israël va aider le Maroc à se construire une industrie d'armement](#)
- Yabiladi - [Sahara - Maroc - Israël : L'administration Biden appuie les accords d'Abraham](#)